



Vol. X n° 2 (2000)

Action nouvelles est publié par le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies,
75, rue Albert, bureau 300, Ottawa (Ontario) K1P 5E7.
Rédacteur en chef : Richard Garlick rgarlick@ccsa.ca

ISSN 1701-4530

Dans le présent numéro :

[Grâce au soutien des Affaires étrangères, un Centre virtuel de documentation est né](#)

[Maintenant disponible : le seul répertoire indispensable](#)

[Une étude québécoise remet en question les croyances classiques sur l'usage de drogues chez les jeunes](#)

[Le CCLAT s'affilie au Réseau canadien de la santé](#)

[Des cliniques d'acupuncture gratuites pour toxicomanes à Halifax](#)

[Bacchus Canada rajuste son tir afin sensibiliser les jeunes du secondaire à l'alcoolisme](#)

[Un programme de formation axé sur le lien entre l'alphabétisation et les toxicomanies](#)

[Calendrier des activités](#)

Grâce au soutien des Affaires étrangères, un Centre virtuel de documentation est né

Depuis 1995, le CCLAT fait la promotion du potentiel que recèle Internet pour trouver et diffuser de l'information fiable et opportune sur les toxicomanies. Grâce à l'aide financière du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), le rêve d'un Centre virtuel de documentation sur l'alcool, le tabac et les autres drogues est devenu une réalité.

Le MAECI accordera un soutien financier de 250 000 \$ à un projet pilote qui permettra au CCLAT de créer un Centre virtuel de documentation sur l'alcool, le tabac et les autres drogues. Cette somme sera destinée à l'embauche d'une coordonnatrice, au remaniement du site actuel (<http://www.atod.org>), à l'acquisition de nouvelles technologies qui amélioreront la communication et le réseautage, et à l'augmentation de la quantité de ressources et de personnes-ressources existantes. On s'attend à ce que le site attire de nouveaux partenaires de tous les coins du monde.

Le Centre virtuel de documentation fut l'une des initiatives de connectivité sur Internet annoncées par le MAECI à l'occasion d'une rencontre tenue au début juin à Windsor (Ontario) dans le cadre de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OÉA). Dans le but de souligner l'arrivée de cette nouvelle ressource en ligne, le CCLAT tint, du 29 mai au 5 juin, une conférence sur la Toile en même temps que l'Assemblée générale annuelle de l'OÉA. Prisent part à cette discussion thématique, des experts de l'Argentine, de la Barbade, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Jamaïque, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et des États-Unis. Tous se penchèrent sur les jeunes à risque et l'abus de drogues.

Un résumé de la conférence sur le Web se trouve à <http://www.atod.org> dans la section « Archives » sous la rubrique « Discussion » de la barre de navigation.

En tant que passerelle internationale, le Centre virtuel de documentation offre un service essentiel en cernant et en liant des sources d'information crédibles, opportunes et précises sur Internet. Cette information, qui porte sur la prévention, le traitement, la recherche, la mise en application de lois et l'élaboration de politiques, saura particulièrement intéresser les organismes au sein desquels oeuvrent des décideurs, spécialistes de l'information, et les professionnels travaillant dans le domaine de la prévention ou de la réhabilitation. Ce projet Internet est rendu possible grâce à la synergie de plusieurs organismes internationaux qui s'intéressent à la diffusion d'informations dignes de confiance sur la nature, la portée et les répercussions de la consommation d'alcool, de tabac et d'autres drogues.

Donnant accès à des informations à l'échelle planétaire et fournissant des documents à texte entiers à l'ordinateur de bureau, le Centre virtuel de documentation peut aider les professionnels à composer avec la prolifération rapide d'information sur la toxicomanie, notamment les documents conservés à titre provisoire et les documents parallèles, qui ne font pas partie de l'édition à grande diffusion. Le Centre virtuel de documentation offre une éventuelle plate-forme à plusieurs autres réseaux et applications, et peut cerner les problèmes naissants.

Le Centre virtuel de documentation est portatif, renferme de l'information répartie, plutôt qu'un dépôt central, et peut être hébergé n'importe où. Ce site trilingue (anglais, français et espagnol) offre un lien vers un système de traduction automatique. Il compte de nombreux atouts, dont un calendrier des activités internationales et un répertoire d'adresses électroniques de personnes-ressources et organismes.

Ce site vous offre :

- une liste des critères relatifs au partenariat, et une liste des organismes partenaires avec des liens vers leurs sites ;
- une liste des sujets et réseaux naissants ;
- une tribune de conférences sur la Toile ;
- un calendrier des activités internationales ;
- un répertoire d'adresses électroniques de personnes-ressources et d'organismes ;
- une base de données indexée et entièrement consultable de documents à texte entiers aux sites des partenaires ; et,
- un répertoire de liens vers d'autres sites classés par sujet.

Durant la phase actuelle du projet, le CCLAT accroîtra sa présence sur la Toile en adoptant une nouvelle technologie destinée à optimiser la communication et le réseautage. Les présentes listes de ressources et de personnes-ressources seront allongées, et de nouveaux partenaires seront recrutés. D'autres projets du Centre virtuel de documentation seront élaborés en fonction des besoins en services et ressources qui ressortiront des discussions avec les partenaires à travers le monde.

Branchez-vous au Centre virtuel de documentation à : <http://www.atod.org>

Pour de plus amples informations, prière de communiquer avec Paula Walters-Dazé, Coordonnatrice, Centre virtuel de documentation sur l'alcool, le tabac et les autres drogues, par téléphone au (613) 235-4048, poste 224, ou par courriel à pwalters@ccsa.ca

Maintenant disponible : le seul répertoire indispensable

L'édition de cette année du Répertoire des organismes de lutte contre les dépendances au Canada dresse la liste de plus de 2 000 organismes, et comprend pour la toute première fois une liste d'organismes oeuvrant dans le domaine du jeu compulsif.

Il s'agit du seul répertoire au pays qui renferment des informations complètes sur des personnes-ressources – y compris des adresses et des numéros de téléphone et de télécopieur – pour organismes non gouvernementaux, organismes provinciaux/territoriaux et bureaux régionaux, organismes autochtones, et partenaires fédéraux de la Stratégie canadienne antidrogue.

Ce répertoire de 250 pages est entièrement indexé afin de faciliter l'accès aux personnes-ressources et aux noms d'organismes. Sa reliure spirale le rend pratique et durable.

Prix : 49,95 \$. Pour commander : <http://www.ccsa.ca/ordirecf.htm>

Une étude québécoise remet en question les croyances classiques sur l'usage de drogues chez les jeunes

Des chercheurs de l'Université McGill et de l'Université de Montréal ont découvert que la toxicomanie était la norme pour une minorité importante de jeunes âgés de 15 à 16 ans qui ont consommé des drogues illicites à plusieurs reprises. De plus, l'usage de drogues fait partie des deux principales activités des adolescents –fréquenter l'école et pratiquer des sports.

Dans le cadre de la plus récente phase d'une étude à long terme qui a évalué le progrès annuel de quelque 2 000 enfants au Québec depuis la maternelle, les chercheurs ont découvert que près du tiers des jeunes âgés de 15 à 16 ans avaient consommé de drogues illicites à plus de cinq reprises. De ce groupe, plus de 70 % affirmait avoir été « high » à l'école, et la majorité affirmait pratiquer des sports lorsqu'ils sont sous l'effet de drogues et consommer de la drogue le matin.

Il est ressorti de l'étude que la marijuana est la drogue illicite la plus fréquemment consommée, suivie des hallucinogènes. Quoique l'alcool fut utilisé plus fréquemment que les drogues illicites, les chercheurs furent étonnés de constater que les problèmes dus à l'abus d'alcool était moins répandus – à l'exception des bagarres – que ceux attribuables à la consommation de drogues, notamment la marijuana.

«Je m'attendais à ce que les résultats relatifs à l'alcool (s'appliquent à la marijuana) – soit que plupart des jeunes en consomment en fin de semaine, et qu'aller à l'école sous l'effet d'alcool est rare», a déclaré le D^r Mark Zoccolillo, psychiatre à l'Hôpital pour enfants de Montréal et un des auteurs de l'étude.

«Les habitudes de consommation de la marijuana ne sont pas les mêmes», a déclaré le D^r Zoccolillo au *Montreal Gazette*. «Je crois que la conviction implicite est que les jeunes consomment du pot au party, et non quatre ou cinq fois par semaine. Les ados se jettent dans la marijuana, qui finit par fait partie de leur quotidien.»

L'étude réfute également le mythe voulant que seuls les adolescents en difficulté consomment de la marijuana. Des adolescents âgés de 15 à 16 ans sélectionnés au hasard étaient tout aussi susceptibles de consommer de la drogue et d'en consommer aussi souvent que les jeunes aux prises avec des troubles de comportement. Les chercheurs n'ont découvert aucune différence entre enfants en régions urbaines et rurales, ni entre enfants riches et pauvres, en ce qui a trait à la fréquence de consommation de la marijuana.

Les auteurs soulignent que peu d'adolescents dans leur étude répondraient aux critères de DSM-IV relatifs à la dépendance ou à l'abus de drogues, qui comprennent « les absences, suspensions, et expulsions d'école reliées à l'usage de substances ». Ils soutiennent néanmoins que fréquenter l'école et pratiquer des sports sous l'influence de drogues, ou la consommation de drogues plusieurs fois par semaine et le matin, sont « une problématique intrinsèque du point de vue du développement » chez les 15 à 16 ans. Ils recommandent qu'on songe à élaborer des critères de diagnostique relativement à l'abus de drogues chez les adolescents.

L'étude fut publiée dans le *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry* (38:900-907).

Pour communiquer avec le D^r Zoccolillo : mzocco@po-box.mcgill.ca

Le CCLAT s'affilie au Réseau canadien de la santé

On a retenu les services du CCLAT pour diriger un consortium d'organismes qui apporteront leur expertise en ce qui concerne le contenu du nouveau Réseau canadien de la santé (RCS) sur Internet dans le domaine des toxicomanies et des dépendances.

Ce consortium, qui regroupe également la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances (FMLD) et le Centre de toxicomanie et de santé mentale de l'Ontario, deviendra un partenaire du RCS et aura pour mission de trouver des sources crédibles d'information et de répondre aux demandes de renseignements en matière de santé formulées par le grand public.

Le RCS est un service d'informations-santé bilingue financé par Santé Canada. Au nombre de ses partenaires, on compte Santé Canada, d'autres ministères fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, de même que des organismes communautaires, bibliothèques et universités. Le RCS est dirigé par un comité consultatif composé de 19 membres représentant les participants clés du RCS. Le gouvernement fédéral s'est engagé à investir 32 millions de \$ dans le RCS sur une période de trois ans.

Le site Web du RCS est actuellement relié à plus de 5 000 ressources fournies par 400 organismes de la santé à but non lucratif à travers le Canada. Considérés comme des partenaires associés, ces organismes travaillent avec les partenaires affiliés afin de réduire les écarts d'informations et de partager les ressources avec le RCS à l'aide de liens depuis le site du RCS vers leur site. L'index des sujets du RCS renferme 1 000 termes qui vous dirigent vers des informations sur 26 grands sujets sur la santé et groupes de population.

Le RCS a pignon sur la toile à : <http://reseau-canadien-sante.ca>

Pour de plus amples informations, prière de communiquer avec la coordonnatrice du RCS au CCLAT, Kendra Smith, à ksmith@ccsa.ca. Si votre organisme désire devenir partenaire affilié du RCS, le CCLAT peut vous fournir une liste des critères et autres détails.

Des cliniques d'acuponcture gratuites pour toxicomanes à Halifax

Un service d'acuponcture auriculaire financé par le gouvernement est actuellement offert à deux cliniques à Halifax pour le traitement de comportements engendrant une dépendance. On compte ouvrir quatre autres cliniques d'ici l'automne prochain. Une récente étude américaine suggère que cette thérapie peut constituer un élément valable du traitement pour les toxicomanies, notamment aux endroits où l'accès au traitement en établissement est limité.

Les services de pharmacodépendance ont financé la première clinique d'acuponcture gratuite dans la région d'Halifax, à l'Hôpital de Nouvelle-Écosse à Dartmouth. Elle avait ouvert ses portes à titre de projet pilote en 1997 et se fixait principalement pour but de venir en aide aux patients qui désiraient cesser de fumer. En juillet 1999, la clinique a élargi sa gamme de services afin de pouvoir traiter toutes les dépendances.

La clinique a recours à une technique d'acuponcture qui consiste à piquer la surface des oreilles avec de minces aiguilles afin de traiter les symptômes de sevrage et l'état de manque. On peut utiliser jusqu'à cinq aiguilles sur chaque oreille qu'on laisse en place pour une période pouvant durer 45 minutes.

Les acuponcteurs croient qu'en piquant des points névralgiques du corps, on peut stimuler l'énergie interne et renforcer les mécanismes d'équilibre du corps.

Suite au succès qu'a connu la clinique à Dartmouth, les services de pharmacodépendance ont ouvert une deuxième clinique à Matrix, un centre de traitement pour femmes. L'acuponcteur Don Himmelman a déclaré que les services de pharmacodépendance comptent ouvrir deux autres cliniques : une pour hommes et femmes à son bureau d'Halifax cet été, et une autre pour les patients à son centre de désintoxication à Dartmouth en septembre.

Un peu plus tard cette année, le service d'acuponcture sera également offert par deux organismes privés à but non lucratif : Alcare, un centre d'hébergement de longue durée pour hommes, et le centre de réadaptation Eagle's Nest pour clients autochtones à Shubenacadie.

M. Himmelman, qui a reçu une formation comme acuponcteur spécialiste en désintoxication il y a dix ans en Angleterre, proposa sa thérapie aux services de pharmacodépendance après avoir déménagé à Halifax. Avec le soutien des services de pharmacodépendance, M. Himmelman est devenu un formateur d'acuponcteurs spécialistes en désintoxication. Il a déclaré que 21 personnes avaient terminé le programme de formation jusqu'à présent.

Une étude publiée récemment dans le *Brown University Digest of Addiction Theory and Application* vient confirmer l'efficacité de la technique d'acuponcture auriculaire. Des chercheurs de l'Université de Boston et de la Commission de santé publique de Boston comparèrent les taux de réadmission pour désintoxication des patients traités dans le cadre d'un programme d'acuponcture externe et des patients traités dans le cadre d'un programme de désintoxication en établissement à court terme. Dix-huit p. 100 des clients d'acuponcture furent réadmis pour désintoxication après six mois, comparativement à 36 p. 100 des patients en établissement.

Les auteurs de l'étude de Boston ont découvert que l'acuponcture était notamment bénéfique aux clients qui avaient été admis à deux reprises ou plus pour désintoxication durant l'année ayant précédé l'étude. Ils ont par ailleurs découvert que la technique était plus bénéfique aux patients ayant une dépendance à l'alcool. Lorsque d'autres drogues étaient en cause, les taux de réadmission pour les deux programmes étaient semblables. Les auteurs ont également noté l'importance des entretiens de motivation comme un complément à la thérapie au sein du groupe ayant fait l'objet de l'étude.

M. Himmelman a expliqué que selon son expérience, la technique permet de bien s'attaquer à une vaste étendue de dépendances, y compris l'alcool, la cocaïne, l'héroïne, la nicotine, le jeu compulsif, voire même les troubles d'alimentation et les obsessions sexuelles. Il nota que l'acuponcture est un des nombreux outils pratiques – et en aucune façon le seul – et l'outil le plus efficace aux premiers stades du sevrage, et ce même avant d'avoir accès aux autres programmes.

Pour communiquer avec Don Himmelman : 1285, chemin Woodstock, RR3, Mahone Bay (N.-É.) Canada B0J 2E0 tél. : 902-624-0066 ; téléco. : 902-624-0144, courriel : fengshui@tallships.ca

Bacchus Canada rajuste son tir afin de sensibiliser les jeunes du secondaire à l'alcoolisme

Créé il y a 14 ans afin de s'attaquer aux problèmes reliés à l'alcool sur les campus post-secondaires, Bacchus Canada est maintenant l'une des deux divisions au sein d'un nouvel organisme de plus grande envergure baptisé la Student Life Education Company Inc. Une deuxième division fut créée afin de mieux sensibiliser les jeunes du secondaire à l'alcoolisme.

Bacchus continuera à offrir des programmes post-secondaires, tels que la National Collegiate Alcohol Awareness Week (NCAAW), Safe Break, et la Conférence nationale sur la formation. La nouvelle division, « Student Life Now! », offrira des programmes d'éducation antialcoolique dans les écoles secondaires, en se basant sur le succès qu'ont connu les programmes, le matériel et la formule d'éducation par les pairs de Bacchus.

Cette nouvelle division se chargera immédiatement de la National Students Against Impaired Driving (NSAID) Day (journée nationale des étudiants contre l'alcool au volant), une journée d'action politique lancée en octobre 1999 par Bacchus Canada. La division élaborera et dispensera également des programmes de formation et fournira d'autres ressources dont on a grandement besoin.

Le bureau national de la Student Life Education Company à Toronto entreprendra pour sa part des projets s'adressant aux étudiants du secondaire et du post-secondaire. On a déjà mis sur pied un groupe de travail ayant pour mission d'élaborer de nouvelles ressources en prévision du nombre accru d'étudiants du post-secondaire en Ontario à l'automne de 2003. On s'attend à ce que cet afflux accroisse le nombre d'étudiants n'ayant pas l'âge légal pour boire.

L'ancienne directrice du logement des étudiants et des résidences à l'Université de Toronto à Scarborough, Fran Wdowczyk a été nommée directrice générale de la Student Life Education Company. La nouvelle division Student Life Now! sera dirigée par Maria Stramaglia, ancienne coordonnatrice des résidences à l'Université Wilfrid-Laurier. Jen Guy, professeur à l'École Montessori de Glebe à Ottawa, accédera au poste de directeur de la division post-secondaire.

Carmi Camicata, fondatrice de Bacchus Canada, assume les fonctions de directrice du financement de la Student Life Education Company. Carmi continuera également à gérer la Campus Hospitality Managers Association, qui occupe les locaux du bureau national de la compagnie.

Pour de plus amples informations, communiquez avec Fran Wdowczyk à edlife@on.aibn.com, Maria Stramaglia à hslife@on.aibn.com, Jen Guy à pslife@on.aibn.com ou Carmi Camicata à designater@aol.com

Un programme de formation axé sur le lien entre l'alphabétisation et les toxicomanies

Un organisme montréalais aide les personnes sous traitement pour alcoolisme ou toxicomanie en facilitant le processus de réinsertion sociale par le biais de cours d'alphabétisation. Ayant travaillé avec une vaste gamme de clients, Action ABC a pu relever des liens fascinants entre l'alphabétisation et les facteurs, tels que le sexe, l'état civil et la drogue d'élection.

Action ABC offre actuellement son programme d'alphabétisation bilingue unique en son genre dans des centres médicaux et des maisons de refuge à Montréal et Toronto. La fondatrice et directrice Lisa Lucas affirme que son organisme a un mandat national et qu'il s'engage à améliorer la disponibilité de cours d'alphabétisation dans des centres de réadaptation partout au Canada. Dans le cadre d'une conférence sur l'alphabétisation et la santé tenue récemment à Ottawa, Lisa Lucas a déclaré qu'elle croyait que les « capacités de lecture et d'écriture sont essentielles à une vie viable et autonome au sein de la société ».

M^{me} Lucas a commencé à élaborer son programme en 1997 pendant qu'elle faisait des études supérieures en éducation à un établissement à sécurité maximale au nord de Montréal. Action ABC adopta sa structure officielle actuelle dans le cadre du traitement d'entretien à la méthadone de l'Hôpital général juif, et a vite élargi l'étendue de ce programme pour en faire un service de tutorat personnalisé à l'unité des dépendances à l'Hôpital général de Montréal, à l'Hôpital Douglas (pour clients ayant une double problématique), et au Centre de recherche et d'aide pour narcomanes. Il y a un an, Action ABC ouvrit ses portes à Toronto, au Centre de toxicomanie et de santé mentale.

Les clients qui sont aiguillés au programme subissent une évaluation des performances afin d'évaluer leurs capacités de lecture et d'écriture. Les progrès sont surveillés en suivant le nombre de niveaux d'alphabétisation, tels que définis par l'UNESCO, que l'étudiant franchit. Au niveau trois – le programme compte quatre niveaux – les étudiants commencent à faire l'acquisition de compétences d'alphabétisation fonctionnelle, telles que le traitement de texte, la recherche d'emploi, la rédaction d'un curriculum vitae, les capacités de base au calcul et l'établissement d'un budget.

En 1999, Action ABC commença à surveiller 120 étudiants sur une période de 18 mois et a noté de grandes variations au niveau des progrès marqués selon la drogue abusée par chaque étudiant. Les consommateurs de médicaments d'ordonnance affichaient le meilleur progrès (42,9 % avaient progressé de deux niveaux d'alphabétisation), suivi des héroïnomanes (11,1 %), des alcooliques (10,3 %), et des cocaïnomanes (4,3 %). Quant aux consommateurs de marijuana, ils n'avaient fait aucun progrès.

L'étude a de plus révélé que les progrès les plus marqués avaient été réalisés par les étudiants ayant un emploi, les personnes mariées, les femmes seules ayant un ami, les femmes et les personnes sans casier judiciaire.

Action ABC est financé par le Secrétariat national à l'alphabétisation, et reçoit des dons de particuliers et sociétés. Pour communiquer avec Lisa Lucas: Action ABC Inc., 500, avenue Clarke, Westmount (Québec) H3X 2E1 tél. : 514 235-7440 ; télécopieur : 514 935-9328 ; courriel : lisa.lucas@sympatico.ca

Calendrier des activités

Pour obtenir la liste des activités par ordre chronologique :

<http://www.ccsa.ca/calendar.htm>

Pour ajouter de l'information sur une prochaine conférence sur les toxicomanies ou sur les dépendances, prière de communiquer avec

whatsnew@ccsa.ca
